



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

.....

RAPPORT INVESTMENT MONITOR

L'incidence négative de l'incertitude sur les flux d'investissement bilatéraux entre le Canada et l'Asie

L'ANNÉE 2025 EN REVUE

.....

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
--------------	---

PRINCIPALES CONCLUSIONS	5
-------------------------	---

TENDANCES D'IDE À L'ÉCHELLE NATIONALE	7
---------------------------------------	---

IDE ENTRANTS	11
--------------	----

IDE SORTANTS	16
--------------	----

TENDANCES DES IDE À SURVEILLER EN 2026	22
--	----

À PROPOS DE LA FAP CANADA	25
---------------------------	----

REMERCIEMENTS	25
---------------	----

INTRODUCTION

Le rapport Investment Monitor de la Fondation Asie Pacifique du Canada, intitulé *L'année 2025 en revue : l'incidence négative de l'incertitude sur les flux d'investissement bilatéraux entre le Canada et l'Asie*, constate que les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont globalement diminué en 2025 pour une deuxième année consécutive, atteignant leur niveau le plus bas en deux décennies. Ce recul concorde avec l'évolution des flux d'IDE canadiens dans l'ensemble des pays suivis par [Statistique Canada](#). Le total des flux d'IDE a diminué de 24%, passant de 219 G\$ CA en 2024 à 166 G\$ CA en 2025.

Le recul intervient dans un contexte d'incertitude économique mondiale exacerbée par divers facteurs. Le Rapport sur l'investissement dans le monde 2026 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) souligne à juste titre que « les tensions géopolitiques, la volatilité des politiques commerciales, le coût élevé du capital et l'intensification de la concurrence technologique » ont pesé lourdement sur l'investissement à l'échelle mondiale au cours de l'année précédente. La hausse de 6% des IDE mondiaux a été limitée aux économies développées et principalement alimentée par l'Europe ainsi que par les flux transitant par des centres financiers internationaux bien établis.

La « volatilité des politiques commerciales » mise en évidence dans le rapport de la CNUCED renvoie en partie aux effets considérables des différentes vagues d'initiatives commerciales unilatérales et perturbatrices mises en œuvre par l'administration Trump depuis le début de son deuxième mandat, en janvier 2025. La première vague a ciblé le Canada et le Mexique en février, donnant le ton à une année durant laquelle les flux d'IDE ont nettement sous-performé par rapport à leur potentiel estimé dans un scénario de stabilité des politiques.

Dans ce contexte, les flux bilatéraux d'IDE entre le Canada et l'Indo-Pacifique ont diminué de 35%, passant d'environ 27,3 G\$ CA en 2024 à environ 17,8 G\$ CA en 2025. Cette baisse s'explique principalement par un recul des investissements de l'Indo-Pacifique au Canada. Malgré ce déclin général des flux bilatéraux d'IDE, les investissements canadiens dans la région ont augmenté de 7% en 2025, passant d'un peu moins de 8 G\$ CA en 2024 à environ 8,6 G\$ CA. Il s'agit de la première hausse des IDE canadiens dans la région en quatre ans. Elle a été largement portée par un nombre considérable d'investissements entièrement nouveaux d'envergure dans les secteurs de la technologie, des biens industriels et des services.

Le Canada a continué d'entretenir de solides liens d'investissement avec ses principaux partenaires indo-pacifiques, à savoir l'Australie, la Corée du Sud, l'Inde, Singapour et la Chine. Alors que les flux bilatéraux d'IDE avec la Corée du Sud, l'Inde et Singapour ont augmenté en 2025, les investissements bilatéraux avec la Chine ont diminué, notamment dans les secteurs canadiens de l'exploitation minière et de la technologie. Les IDE canadiens ont également reculé dans les secteurs australiens des biens de consommation et de l'exploitation minière. Les États indiens et australiens se sont classés parmi les principales destinations des investisseurs canadiens, aux côtés de la province de Gyeonggi, en Corée du Sud, de l'État de Penang, en Malaisie, ainsi que d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, et de la municipalité de Shanghai, en Chine. Les investisseurs canadiens ont également approfondi leur présence dans l'ensemble des économies membres de l'ANASE, mettant en évidence une diversification géographique accrue à un moment où les investissements mondiaux et les chaînes d'approvisionnement s'orientent de plus en plus vers l'Asie du Sud-Est.

Les données indiquent qu'un repositionnement stratégique des entreprises canadiennes et des investisseurs institutionnels dans l'Indo-Pacifique est en cours, non

seulement par l'intermédiaire d'une diversification géographique en Asie du Sud-Est, mais aussi grâce à une attention croissante accordée aux infrastructures numériques, au transport et à la logistique, aux actifs financiers et à d'autres secteurs pertinents pour la croissance à long terme de la région. Comme environ les deux tiers des investissements canadiens dans la région sont destinés à l'Inde, à la Corée du Sud et à l'Australie, l'élan récent des partenariats géopolitiques plus larges avec ces trois démocraties devrait se poursuivre en 2026. Cette tendance pourrait néanmoins être nuancée par la déception exprimée en Corée du Sud à la suite de la décision du Canada de choisir des sous-marins germano-norvégiens plutôt que l'offre sud-coréenne.

Le rapport Investment Monitor 2025 de la Fondation Asie Pacifique du Canada, présenté ci-après, propose une analyse approfondie des tendances en matière d'investissement. Il s'appuie sur le suivi des investissements réalisés par les entreprises aux échelles nationale et infranationale, ainsi que dans l'ensemble des secteurs et des branches d'activité. En plus de recenser les grandes tendances en matière d'investissement, le rapport met en lumière certaines opérations d'investissement afin d'éclairer les dynamiques qui façonnent actuellement les investissements entre le Canada et l'Asie.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Tendances nationales : Les investissements bilatéraux reculent, mais les investissements canadiens dans l'Indo-Pacifique progressent.

- Dans ce contexte, les flux bilatéraux d'investissements directs étrangers (IDE) entre le Canada et l'Indo-Pacifique ont diminué de 35%, passant d'environ 27,3 G\$ CA en 2024 à environ 17,8 G\$ CA en 2025, soit leur niveau le plus bas en deux décennies. Ce recul s'explique surtout par une baisse de 52% des IDE entrants, qui se sont établis à 9,2 G\$ CA.
- Malgré le repli général des flux bilatéraux d'IDE, les investissements canadiens dans la région ont augmenté de 7% en 2025, passant d'un peu moins de 8 G\$ CA en 2024 à environ 8,6 G\$ CA en 2025. Il s'agit de la première hausse des IDE canadiens dans la région depuis quatre ans.
- Les fusions et acquisitions ont représenté 66% des flux d'investissement bilatéraux en 2025, soit 11,8 G\$ CA, tandis que les investissements de création d'établissements entièrement nouveaux ont compté pour les 34% restants, soit 6 G\$ CA.
- Les cinq principaux partenaires d'investissement du Canada — l'Australie, la Corée du Sud, l'Inde, Singapour et la Chine — ont représenté 83% des flux d'investissement bilatéraux, soit 14,7 G\$ CA. L'Australie a été le principal investisseur de la région au Canada, représentant 42% des investissements indo-pacifiques au pays. L'Inde a été la principale destination des investisseurs canadiens dans la région, recevant 26% des IDE canadiens destinés à l'Indo-Pacifique.

MÉTHODOLOGIE

Le rapport Investment Monitor de la Fondation Asie Pacifique du Canada mesure les IDE bilatéraux entre le Canada et l'Indo-Pacifique en suivant les opérations transfrontalières individuelles. Les données combinent des données historiques existantes et des sources publiques, notamment les documents déposés par les entreprises et leurs annonces, les médias, les organismes de promotion de l'investissement, les associations sectorielles et des bases de données tierces, dont fDi Markets. Elles couvrent les investissements de création d'établissements entièrement nouveaux et les expansions, les fusions et acquisitions, les prises de participation, les acquisitions d'actifs et les coentreprises. La base de données repose, dans la mesure du possible, sur le seuil conventionnel d'au moins 10% des actions avec droit de vote ou de la participation au capital pour distinguer les IDE des investissements de portefeuille.

L'approche fondée sur les entreprises permet à l'IM de cerner les entreprises, les secteurs, les villes et les provinces ou États à l'origine des investissements entre le Canada et l'Indo-Pacifique. Elle permet aussi de distinguer les opérations individuelles de fusion et acquisition et les investissements de création d'établissements entièrement nouveaux, qui ne sont pas visibles

Tendances sectorielles : Le secteur minier canadien attire les investisseurs indo-pacifiques, tandis que les investisseurs canadiens sont attirés par le secteur technologique de la région.

- Trois secteurs — les mines et les produits chimiques, la finance, ainsi que les biens et services industriels — ont attiré 92% des IDE de l'Indo-Pacifique au Canada en 2025, soit environ 8,5 G\$ CA.
- Les IDE canadiens dans l'Indo-Pacifique se sont concentrés dans les secteurs de la technologie, des biens et services industriels et de la finance. Ensemble, ces trois secteurs ont reçu 70% des investissements canadiens dans la région en 2025, soit un peu moins de 6 G\$ CA.

Tendances infranationales : L'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec reçoivent la part du lion des investissements indo-pacifiques au Canada.

- Les investissements de l'Indo-Pacifique au Canada se sont concentrés dans un petit nombre de provinces : l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec ont reçu, à eux seuls, 94% des IDE entrants, soit 8,6 G\$ CA. Toutefois, ces trois provinces ont toutes attiré moins d'investissements indo-pacifiques en 2025 que l'année précédente.
- Les investissements canadiens dans l'Indo-Pacifique se sont concentrés dans un nombre restreint d'États indiens et australiens. D'autres administrations infranationales — notamment la province de Gyeonggi, en Corée du Sud, l'État de Penang, en Malaisie, ainsi que les municipalités d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, et de Shanghai, en Chine — figuraient également parmi les dix principales destinations des investisseurs canadiens.

Perspectives pour 2026

- Le réalignement géopolitique en cours, combiné à la fermeture du détroit d'Ormuz, a accru l'incertitude chez les investisseurs. Malgré les mesures adoptées par les gouvernements pour stimuler les IDE, les tendances générales qui ont influencé les investissements en 2025 pourraient contribuer à la poursuite du recul des IDE à l'échelle mondiale ainsi que des flux d'investissement entre le Canada et l'Indo-Pacifique en 2026.

dans les statistiques agrégées. Sa principale limite tient au fait qu'elle repose sur des opérations et des annonces accessibles au public. Elle doit donc être interprétée comme une mesure de l'activité d'investissement observable plutôt que comme une mesure exhaustive des flux d'IDE établie selon la balance des paiements. La base de données complète donc les données de Statistique Canada, sans être directement comparable à celles-ci. Elle fournit des précisions sur l'identité des investisseurs, la destination des investissements, les secteurs visés, les types d'investissement utilisés et l'évolution de ces éléments au fil du temps.

Les opérations sont codées selon diverses caractéristiques, notamment l'investisseur et la société mère, l'économie d'origine et de destination, l'emplacement infranational, le secteur, le type d'investissement et la valeur de l'opération. Les rapports de l'IM attribuent les activités d'investissement à l'économie exerçant le contrôle ultime, en remontant jusqu'à la société mère ultime. Dans la mesure du possible, les valeurs reposent sur les montants officiellement divulgués pour les opérations ou les projets. Lorsqu'ils ne sont pas disponibles, l'IM utilise la meilleure estimation accessible au public plutôt que de recourir automatiquement à une modélisation exclusive. Afin de permettre les comparaisons d'une année à l'autre, les valeurs sont exprimées en dollars canadiens constants de 2026.

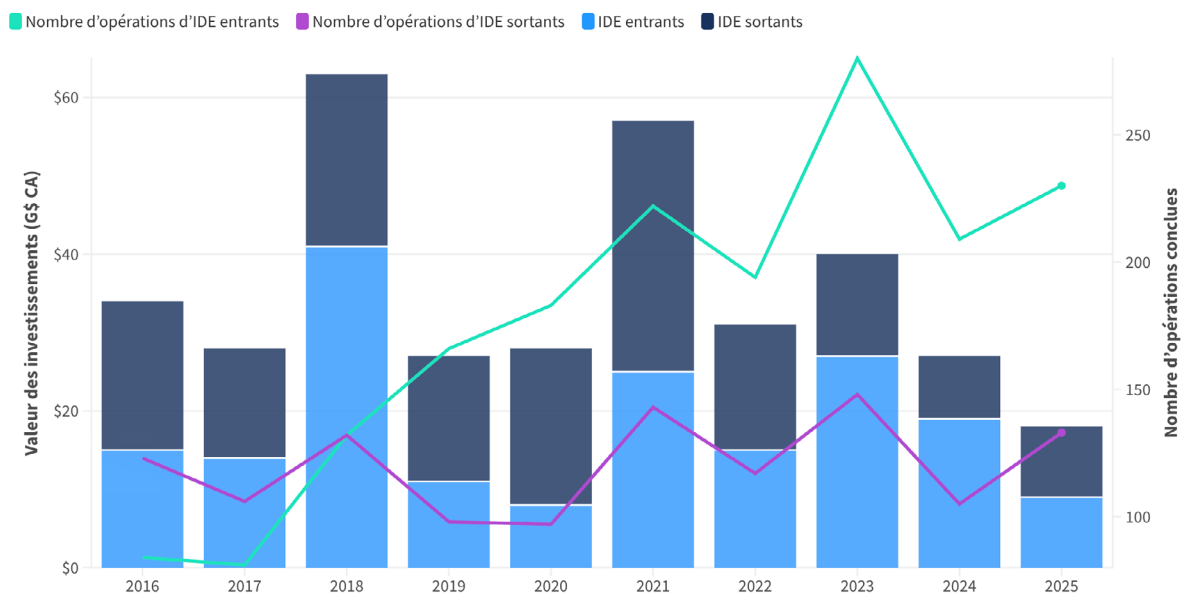
TENDANCES DES IDE À L'ÉCHELLE NATIONALE

Au cours de la dernière décennie (2016–2025), les IDE bilatéraux entre le Canada et la région indo-pacifique sont demeurés relativement stables.

Au cours de la dernière décennie (2016–2025), les IDE bilatéraux entre le Canada et la région indo-pacifique sont demeurés relativement stables, à l'exception d'une hausse des investissements enregistrée en 2018 (environ 62,8 G\$ CA) et en 2021 (environ 56,9 G\$ CA), suivie d'un net recul en 2025 (figure 1). En 2018, le Canada a attiré des investissements majeurs dans

son secteur de l'énergie, le projet GNL Canada recevant à lui seul environ 30 G\$ CA. En 2021, les économies de la région indo-pacifique ont bénéficié de plusieurs investissements d'envergure de la part de caisses de retraite canadiennes, qui ont accru leur présence dans l'ensemble de la région.

Figure 1 : Investissements directs étrangers bilatéraux entre le Canada et l'Indo-Pacifique, 2016-2025



Source : Investment Monitor, fDi Markets (consulté en juin 2026)

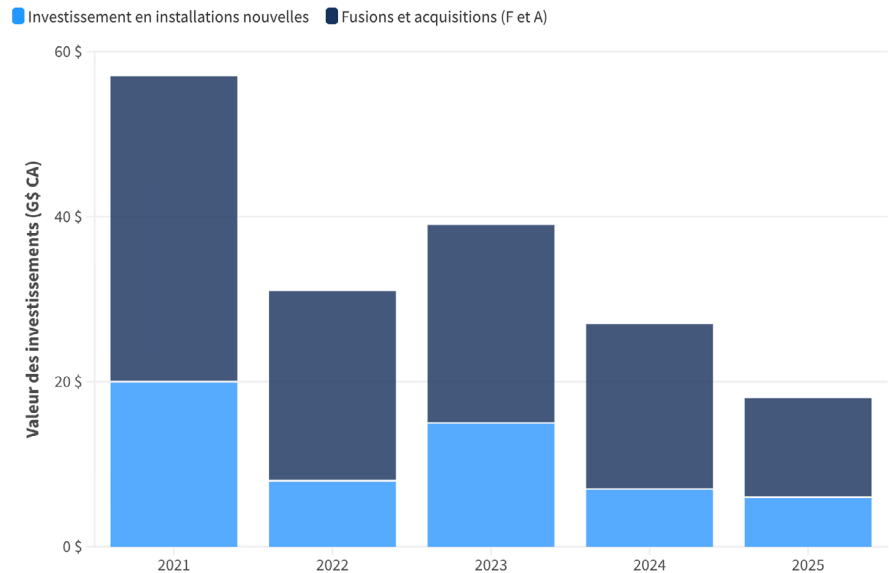
En 2025, les flux d'IDE bilatéraux entre le Canada et la région indo-pacifique ont chuté à leur plus bas niveau des deux dernières décennies, baissant de 35 % pour passer d'environ 27,3 G\$ CA en 2024 à environ 17,8 G\$ CA (figure 1). Cette baisse des investissements est attribuable à une baisse de 52% des IDE de la région indo-pacifique au Canada, qui sont passés de 19,3 G\$ CA en 2024 à environ 9,2 G\$ CA en 2025. En revanche, les investissements du Canada dans la région ont augmenté de 7 %, passant d'un peu moins de 8 G\$ CA en 2024 à environ 8,6 G\$ CA en 2025 – marquant ainsi la première hausse des IDE canadiens dans la région en quatre ans. Malgré une baisse des investissements de la région indo-pacifique au Canada, ces derniers sont demeurés supérieurs aux investissements du Canada dans la région pour une troisième année consécutive.

Le recul des IDE bilatéraux reflète les tendances générales en matière d'investissement à l'échelle mondiale. Selon le rapport Moniteur des tendances de l'investissement mondial de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'IDE mondial a

augmenté dans l'ensemble, stimulé par les investissements vers les économies développées. Toutefois, les fusions et acquisitions mondiales (F et A) ont diminué de 10 % en 2025 par rapport à l'année précédente. L'incertitude politique accrue a été l'un des facteurs à l'origine de ce ralentissement général, certaines estimations suggérant qu'elle a contribué à une baisse de 5,3 % des investissements étrangers au Canada.

Les opérations de F et A ont dominé les flux d'IDE bilatéraux entre le Canada et la région indo-pacifique en 2025, représentant 66 % des investissements totaux, malgré un recul continu des activités de F et A, qui sont passées de 37,4 G\$ CA en 2021 à environ 11,8 G\$ CA en 2025 (figure 2). Pour la troisième année consécutive, les investisseurs de la région indo-pacifique ont réalisé davantage d'opérations de F et A au Canada que les investisseurs canadiens n'en ont réalisé dans la région. En 2025, les investisseurs de la région indo-pacifique ont réalisé environ 7,1 G\$ CA en opérations de F et A au Canada, tandis que les activités de F et A des entreprises canadiennes dans la région se sont élevées à 4,6 G\$ CA.

Figure 2 : Investissements directs étrangers bilatéraux entre le Canada et l'Indo-Pacifique, par type d'investissement, 2021-2025



Source : Investment Monitor, fDi Markets (consulté en juin 2026)

Les opérations de F et A ont dominé les flux d'IDE bilatéraux entre le Canada et la région indo-pacifique en 2025, représentant 66 % des investissements totaux,

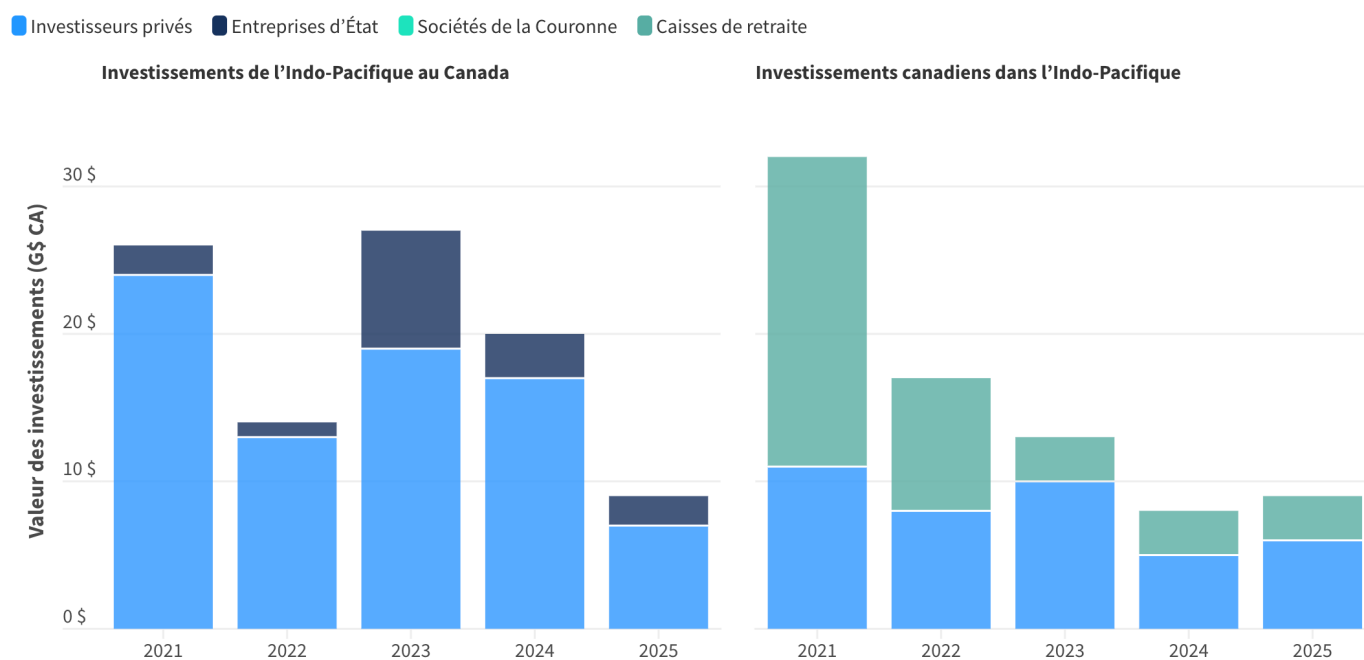
Les investissements en installations nouvelles ont représenté 34 % (6 G\$ CA) des flux d'investissement bilatéraux entre le Canada et l'Indo-Pacifique en 2025 (figure 2), soit leur plus bas niveau des cinq dernières années. Les investisseurs canadiens ont représenté 65 % (3,9 G\$ CA) du total des investissements bilatéraux en installations nouvelles; près de la moitié (2 G\$ CA) provenait d'une seule transaction : l'investissement de DCI Data Centre (de la société en portefeuille de gestion d'actifs Brookfield Asset Management) dans la construction d'un centre de données en Corée du Sud.

Les IDE de la région indo-pacifique au Canada ont été dominés par des investisseurs privés, qui ont représenté environ 78 % (soit 7,2 G\$ CA) des investissements de la région au Canada en 2025, tandis que les entreprises d'État comptaient pour les 22 % restants (environ 2,1 G\$ CA). Cette prédominance

de l'investissement privé s'est maintenue au cours des cinq dernières années (figure 3a).

Les investisseurs privés ont également occupé une place prépondérante dans l'investissement du Canada dans la région indo-pacifique, représentant 68 % (environ 5,9 G\$ CA) des IDE bilatéraux dans la région en 2025 (figure 3b). À titre de comparaison, les caisses de retraite canadiennes ont investi environ 2,7 G\$ CA (31 %) dans la région, tandis que les sociétés d'État canadiennes ont représenté moins de 1 % des IDE du Canada. Comme l'illustre la figure 3b, la part de l'investissement privé a augmenté depuis 2023, les caisses de retraite canadiennes ayant réduit leur IDE dans la région indo-pacifique. Bien que les caisses de retraite aient représenté moins du tiers des investissements canadiens dans la région indo-pacifique en 2025, elles demeurent d'importants investisseurs institutionnels dans un éventail de secteurs.

Figure 3 : IDE selon le type d'investisseur, 2021-2025



Source : Investment Monitor, fDi Markets (consulté en juin 2026)

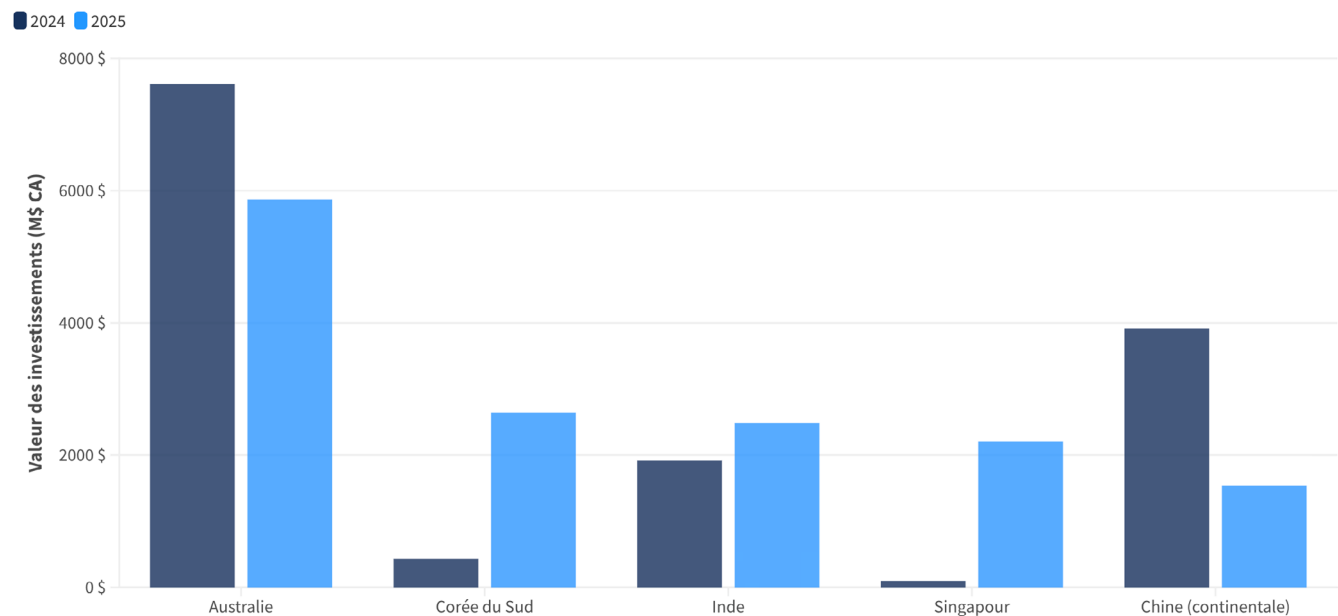
Les partenariats d'investissement du Canada avec la région indo-pacifique sont restés concentrés au sein d'une poignée d'économies clés en 2025, l'Australie, la Corée du Sud, l'Inde, Singapour et la Chine représentant 83 % (environ 14,7 G\$ CA) des IDE bilatéraux. La Corée du Sud, Singapour et l'Inde ont enregistré des hausses de leurs investissements bilatéraux avec le Canada par rapport à 2024, tandis que l'Australie et la Chine ont connu des reculs (figure 4).

Les investisseurs institutionnels canadiens ont été en grande partie responsables de l'augmentation des IDE bilatéraux entre le Canada et la Corée du Sud, qui sont passés d'environ 432 M\$ CA en 2024 à 2,6 G\$ CA en 2025, tandis que les investissements des caisses de retraite ont contribué à la hausse des IDE bilatéraux entre le Canada et l'Inde, passés de 1,9 G\$ CA en 2024 à 2,5 G\$ CA en 2025. Les IDE bilatéraux entre le Canada et Singapour ont également progressé de manière significative, passant de 97 M\$ CA en 2024 à 2,2 G\$ CA en 2025, grâce aux investissements singapouriens au Canada.

Si l'Australie est demeurée le principal partenaire du Canada en matière d'investissements bilatéraux pour la septième année consécutive, le volume des investissements bilatéraux a été inférieur en 2025 (un peu moins de 5,9 G\$ CA) à celui de l'année précédente (7,6 G\$ CA). Selon une tendance comparable, les IDE bilatéraux entre le Canada et la Chine ont reculé, passant de 3,9 G\$ CA en 2024 à environ 1,5 G\$ CA en 2025. Ce recul s'inscrit dans une tendance à plus long terme d'affaiblissement des investissements chinois au Canada, attribuable en partie au régime canadien de contrôle des investissements plus strict visant les minéraux critiques et les secteurs stratégiques.

Les IDE bilatéraux entre le Canada et l'ANASE ont également enregistré une hausse remarquable, passant de 207 M\$ CA en 2024 à 3,1 G\$ CA en 2025, un essor stimulé par d'importantes transactions entre le Canada et Singapour. Si l'on exclut Singapour du calcul, les IDE bilatéraux du Canada avec les autres économies de l'ANASE sont passés de 109 M\$ CA en 2024 à 898 M\$ CA en 2025, portés par les investissements canadiens en installations nouvelles au Vietnam, en Malaisie et en Thaïlande.

Figure 4 : Les cinq principaux partenaires du Canada dans l'Indo-Pacifique pour les IDE bilatéraux, 2024 et 2025



Source : Investment Monitor, fDi Markets (consulté en juin 2026)

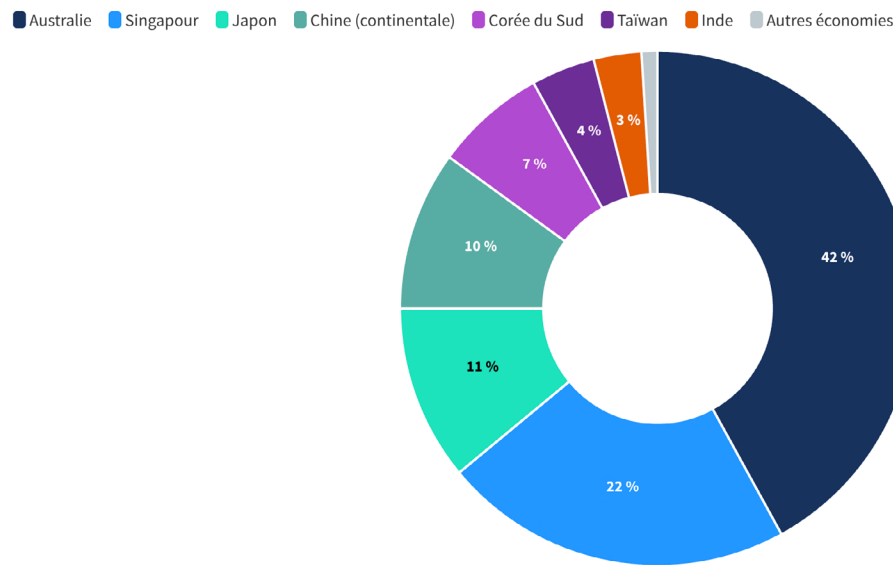
IDE ENTRANTS

Les investissements indo-pacifiques au Canada ont atteint 9,2 G\$ CA en 2025.

Les investissements indo-pacifiques au Canada ont atteint 9,2 G\$ CA en 2025, l'Australie, Singapour, le Japon et la Chine représentant 85 % de l'ensemble des investissements de la région (figure 5). L'Australie a été la principale source d'investissement, fournissant environ 3,9 G\$ CA (42 %) des IDE de la région indo-pacifique au Canada, la majeure partie de ces investissements ayant été injectée dans le secteur minier. Singapour s'est classée au deuxième rang, avec des investissements de 2 G\$ CA dans le secteur immobilier canadien réalisés par

l'intermédiaire d'une coentreprise formée avec le groupe immobilier CLV Group, établi à Ottawa. Le Japon et la Chine se sont classés respectivement aux troisième et quatrième rangs, représentant 11 % et 10 % de l'ensemble des investissements (le Japon ayant investi 986 M\$ CA et la Chine, 945 M\$ CA). Les investissements chinois ont été concentrés dans le secteur minier, tandis que les investissements japonais se sont orientés vers celui des équipements électroniques et électriques.

Figure 5 : IDE de l'Indo-Pacifique au Canada, selon l'économie d'origine, 2025



Source : Investment Monitor, fDi Markets (consulté en juin 2026)

À l'échelle des entreprises, les sociétés minières australiennes, BHP Group et Alkane Resources, ont mené les investissements de la région indo-pacifique au Canada en 2025, aux côtés de la société minière chinoise CMOC Group (tableau 1). Le fonds souverain de Singapour, GIC Pte., et le conglomérat multinational japonais Hitachi, se sont également classés parmi les cinq plus grands investisseurs au Canada.

Tableau 1 : Les cinq principaux investisseurs de l'Indo-Pacifique au Canada, 2025

Principaux investisseurs entrants	Économie d'origine	Valeur en 2025 (M\$ CA)
BHP Group Ltd.	Australie	3012
GIC Pte Ltd.	Singapour	2015
CMOC Group Ltd.	Chine	585
Alkane Resources Ltd.	Australie	497
Hitachi Ltd.	Japon	464

Source : Investment Monitor de la FAP Canada, fDi Markets (consulté en juin 2026)

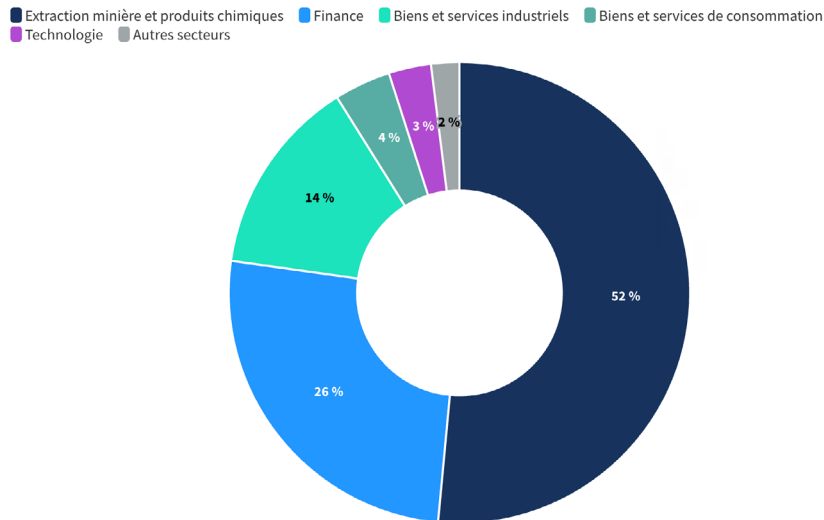
Secteurs

En 2025, les investissements de la région indo-pacifique au Canada ont été concentrés dans trois secteurs : l'exploitation minière et les produits chimiques, les finances, ainsi que les biens et services industriels, lesquels ont représenté au total 92 % (soit environ 8,5 G\$ CA) de l'ensemble des investissements (figure 6). Le reste des investissements de la région s'est orienté vers les biens et services de consommation, qui ont représenté 4 % (385 M\$ CA), les industries technologiques, avec 3 % (232 M\$ CA), ainsi que les soins de santé, la foresterie et l'énergie, comptant pour 1 % (164 M\$ CA).

Depuis 2021, le secteur de l'exploitation minière et des produits chimiques attire systématiquement le plus d'investissements en provenance de la région indo-pacifique, représentant environ la moitié de l'ensemble des investissements chaque année, à l'exception de 2023, où sa part a chuté à 38 % en raison de la hausse des investissements dans d'autres secteurs.

En 2025, les investissements dans le secteur minier ont chuté de 47 %, passant de 9,1 G\$ CA en 2024 à un peu moins de 4,8 G\$ CA, en raison de l'incertitude politique nationale, des obstacles réglementaires et de la volatilité des cours mondiaux du nickel et du lithium. Bien que les dépenses d'investissement soient sensibles à la volatilité à court terme du cours des matières premières et à l'incertitude politique, la demande à long terme de minéraux critiques devrait croître et attirer de futurs investissements. Ressources naturelles Canada estime que les dépenses en capital dans le secteur minier augmenteront de 7 % pour atteindre 18,5 G\$ CA en 2026, par rapport aux niveaux de 2025.

Figure 6 : IDE de l'Indo-Pacifique au Canada, selon le secteur, 2025



Source : Investment Monitor, fDi Markets (consulté en juin 2026)

En 2025, environ 79 % des IDE de la région indo-pacifique dans le secteur minier canadien ont été dirigés vers des projets de minéraux critiques, principalement grâce aux investissements de la société australienne BHP Group. En partenariat avec la société Lundin Mining, établie à Vancouver, BHP a fait l'acquisition de Filo Corp., une entreprise d'exploration et d'exploitation minière également basée à Vancouver et axée sur des projets de cuivre-or en Argentine et au Chili, pour un montant d'environ 2 G\$ CA. L'acquisition était principalement motivée par le projet de cuivre Filo Del Sol en Argentine. BHP a également acquis une participation de 50 % dans le projet de cuivre Josemaria de Lundin Mining, en Argentine, pour environ 1 G\$ CA. Les projets Josemaria et Filo del Sol sont très proches l'un de l'autre et forment ensemble le « Projet Vicuña », une coentreprise entre BHP et Lundin Mining visant à développer un district d'extraction et de transformation du cuivre de grande envergure et à long terme. Bien que ce projet soit situé en Argentine, le partenariat entre BHP et Lundin Mining renforce la relation stratégique émergente entre le Canada et l'Australie dans le domaine des minéraux critiques.

Alors que les investissements dans le secteur de l'exploitation minière et des produits chimiques se sont maintenus à des niveaux élevés, ceux réalisés dans d'autres secteurs ont fluctué d'une année à l'autre. En 2024, la finance se classait au cinquième rang des secteurs bénéficiaires des investissements de la région indo-pacifique, n'attirant que 135 M\$ CA. En 2025, le secteur a reçu environ 2,4 G\$ CA d'investissements, ce qui s'explique en grande partie par une seule transaction majeure. GIC Pte. Ltd. de Singapour a créé une coentreprise, Carriage Hill Properties Acquisition Corp., avec la société immobilière CLV Group, établie à Ottawa. Par la suite, Carriage Hill a fait l'acquisition du fournisseur de logements locatifs résidentiels InterRent REIT (FPI ou fiducie de placement immobilier) pour un montant estimé à 2 G\$ CA (la coentreprise étant évaluée au total à 4 G\$ CA). InterRent gère plus de 13 000 logements répartis en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique. Cet investissement fait suite à l'acquisition en 2023 de Summit Industrial Income REIT par GIC dans le cadre d'une autre coentreprise avec Dream Industrial REIT, laquelle avait racheté Summit pour un montant total de 6,3 G\$ CA.

ENCADRÉ 1 : LES FIDUCIES DE PLACEMENT IMMOBILIER

Une FPI, ou fiducie de placement immobilier, est une société qui possède et exploite des actifs immobiliers ou connexes, comme des immeubles résidentiels ou de bureaux, des centres commerciaux, des entrepôts et des hôtels, au sein de son portefeuille d'investissement. Les FPI regroupent les capitaux d'investisseurs particuliers pour acquérir des actifs, ces investisseurs détenant ainsi une part du portefeuille d'actifs de la FPI. InterRent REIT, par exemple, est une FPI établie à Ottawa qui se concentre sur l'acquisition, la propriété et la gestion de bâtiments résidentiels partout au Canada.

Malgré les récentes modifications apportées aux politiques canadiennes visant à restreindre la propriété étrangère d'immeubles résidentiels, les FPI sont constituées en société au Canada et sont donc considérées comme des

entités canadiennes. Par conséquent, ces fiducies ne sont pas assujetties aux restrictions visant la propriété étrangère d'immeubles résidentiels, même si elles sont détenues majoritairement par des intérêts étrangers.

GIC Pte. Ltd. de Singapour, qui a fait l'acquisition d'InterRent REIT conjointement avec le groupe CLV, est le plus grand investisseur institutionnel au monde dans le secteur de l'immobilier privé. Ses investissements dans ce secteur s'élevaient à environ 140 G\$ CA en 2024, soit 13 % de son portefeuille global. Au cours des deux dernières années, GIC a rapidement étendu ses participations dans des FPI publiques non seulement au Canada, mais aussi aux États-Unis, au Japon et en Australie. En partenariat avec l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) et la société d'infrastructure numérique

Equinix Inc., GIC a créé en 2024 une coentreprise de 21 G\$ CA visant la construction de centres de données et l'expansion des infrastructures numériques à l'échelle mondiale. Les FPI sont devenues des véhicules

d'investissement de plus en plus attrayants pour les investisseurs institutionnels en raison de la diversification de leurs secteurs, de leur rendements élevés et de politiques gouvernementales favorables.

À l'instar du secteur financier, les investissements dans les biens et services industriels ont tendance à fluctuer d'une année à l'autre en raison d'investissements ponctuels d'envergure. En 2024, le secteur industriel canadien s'est hissé au deuxième rang des destinataires d'investissements provenant de la région indo-pacifique, attirant 8 G\$ CA. Bien qu'il soit demeuré parmi les trois principaux secteurs bénéficiaires des investissements de la région indo-pacifique au Canada en 2025, ce secteur a vu ses investissements chuter de 84 % pour s'établir à seulement 1,3 G\$ CA par rapport à 2024. Plusieurs des grands investissements issus de l'Indo-Pacifique dans ce secteur ont bénéficié d'un soutien financier du gouvernement fédéral, découlant de politiques visant à stimuler la production d'énergie et de technologies propres au Canada.

Le plus important investissement dans ce secteur en 2025 provient de la société japonaise Hitachi Ltd., qui a accru la capacité de ses lignes d'assemblage de transformateurs de puissance grâce à de nouvelles installations en Ontario et au Québec, pour un investissement total de 464 M\$ CA. L'agrandissement par Hitachi de son usine de fabrication de systèmes de courant continu à haute tension (CCHT) à Varennes, au Québec – un composant essentiel de la transmission d'énergie électrique –, a reçu 40 M\$ CA du Fonds de réponse stratégique du Canada. Hitachi est le seul fabricant de systèmes CCHT au Canada et a plaidé en faveur du développement accru de transformateurs de puissance fabriqués au pays afin de moderniser le réseau électrique canadien. De même, le fonds Investissements Ontario a accordé 10 M\$ CA au fabricant sud-coréen de pièces automobiles Hanon Systems pour appuyer la construction d'une nouvelle usine de fabrication de compresseurs électriques à Woodbridge, en Ontario. En 2025, Hanon Systems a investi 156 M\$ CA dans la fabrication de compresseurs électriques – un composant essentiel des véhicules électriques (VÉ) –, renforçant ainsi

la chaîne d'approvisionnement en VÉ en pleine croissance de l'Ontario.

Infranational

À l'échelle infranationale, les investissements en provenance de l'Indo-Pacifique sont demeurés concentrés dans une poignée de provinces canadiennes, l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec se classant parmi les quatre principales destinations d'investissement au cours des six dernières années (figure 7). **En 2025, l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec ont représenté 94 % des investissements de l'étranger en provenance de la région indo-pacifique, attirant plus de 8,6 G\$ CA.** Même si elles ont attiré le plus d'investissements en provenance de cette région, ces trois provinces ont toutes reçu moins d'investissements en 2025 qu'en 2024.

En 2025, l'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec ont représenté 94 % des investissements de l'étranger en provenance de la région indo-pacifique, attirant plus de 8,6 G\$ CA.

Les investissements de la région indo-pacifique en Ontario ont diminué de 20 %, passant de 5,1 G\$ CA en 2024 à 4,1 G\$ CA en 2025, en raison d'une baisse des acquisitions d'envergure dans le secteur minier. La moitié des flux d'investissement de 2025 a été consacrée au secteur immobilier d'Ottawa, Carriage Hill Properties – un véhicule d'acquisition conjoint détenu en copropriété par GIC et le groupe CLV – ayant fait l'acquisition de la fiducie de placement immobilier InterRent pour 4 G\$ CA. Toronto a

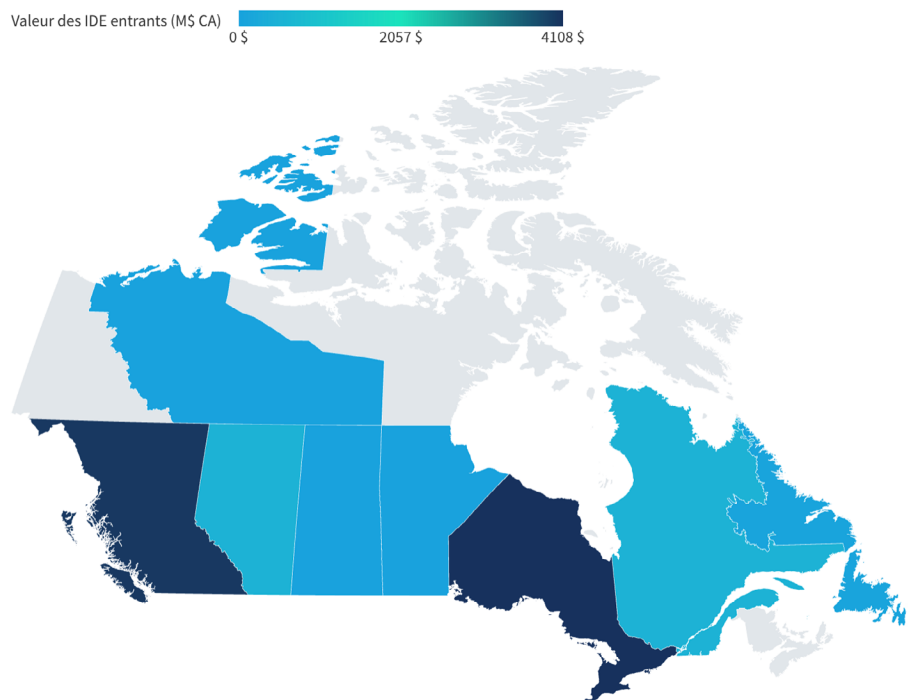
constitué un autre pôle majeur pour les investissements indo-pacifiques en Ontario, recevant environ 1 G\$ CA en provenance de cette région, notamment en raison de l'acquisition de la société torontoise Mandalay Resources par la société Australienne Alkane Resources, qui a attiré près de 500 M\$ CA.

La Colombie-Britannique a elle aussi enregistré un recul des entrées d'investissements en provenance de la région indo-pacifique en 2025, attirant un peu plus de 4 G\$ CA, comparativement à 7,1 G\$ CA en 2024 (soit une baisse d'environ 43 %). Comme en Ontario, la baisse des investissements est attribuable à une diminution des acquisitions dans le secteur minier. Malgré ce recul, le secteur minier a attiré la plus importante transaction dans la province, la société australienne BHP ayant investi environ 2 G\$ CA pour faire l'acquisition de Filo Corporation, une entreprise minière établie à

Vancouver qui détient le projet de cuivre Filo del Sol en Argentine. Dans le cadre de cette transaction, BHP a également formé une coentreprise avec Lundin Mining, société établie à Vancouver, en vue de développer le projet Josemaria en Argentine, la valeur de la transaction étant estimée à environ 1 G\$ CA.

Le Québec a enregistré le recul le plus marqué des IDE entrants en provenance de la région, les investissements ayant chuté de 93 % pour passer d'environ 6,9 G\$ CA en 2024 à environ 503 M\$ CA en 2025, en partie en raison du ralentissement des investissements d'envergure dans la production de batteries pour véhicules électriques. La majeure partie des investissements indo-pacifiques au Québec proviennent de la société japonaise Hitachi Energy, qui a investi 270 M\$ CA dans l'agrandissement de son installation énergétique de Varennes et 140 M\$ CA dans l'ajout d'un laboratoire d'essais à ses activités de Varennes.

Figure 7 : IDE de l'Indo-Pacifique dans les provinces canadiennes, 2025



Source : Investment Monitor, fDi Markets (consulté en juin 2026), Statistique Canada, carte de 2021

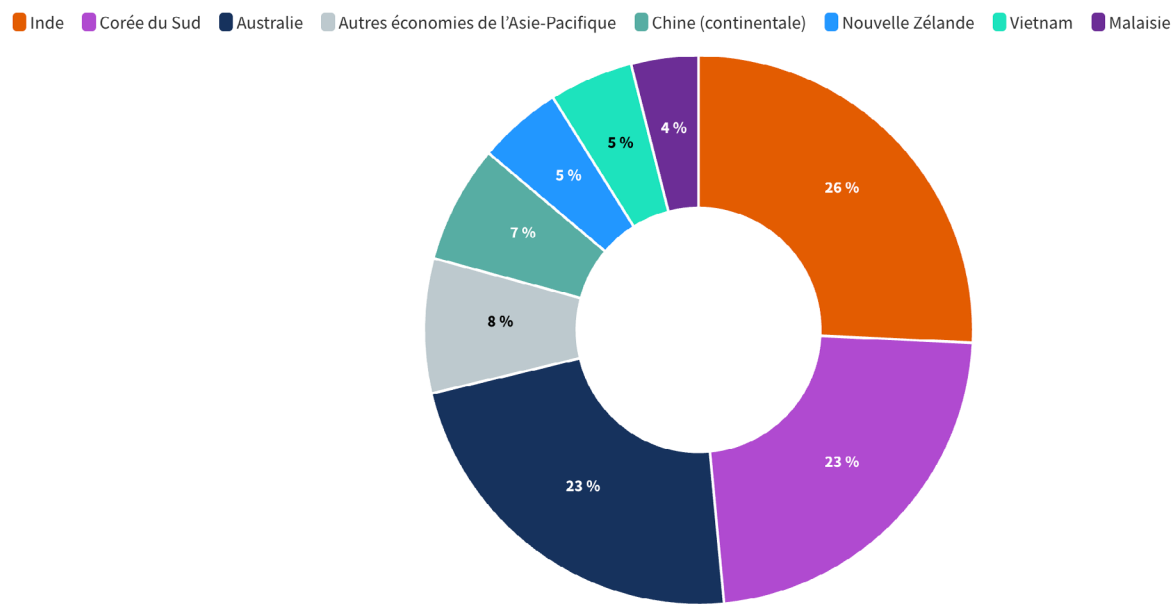
IDE SORTANTS

Les investissements canadiens dans la région indo-pacifique ont atteint environ 8,6 G\$ CA en 2025, dont 72 % ont été dirigés vers trois économies : l'Inde, la Corée du Sud et l'Australie

Les investissements **canadiens dans la région indo-pacifique ont atteint environ 8,6 G\$ CA en 2025, dont 72 % ont été dirigés vers trois économies : l'Inde, la Corée du Sud et l'Australie** (figure 8). L'Inde a attiré plus de 2,2 G\$ CA (26 %), principalement en provenance des caisses de retraite canadiennes, tandis que la Corée du Sud et l'Australie ont reçu chacune un peu moins de 2 G\$ CA

(environ 23 %) en investissements. Les investissements du Canada en Corée du Sud ont été menés par l'investissement de DCI Data Centers, une filiale de Brookfield, à Séoul, tandis que ses investissements en Australie ont été plus diversifiés, stimulés par des investissements dans les énergies renouvelables, les biens de consommation et l'exploitation minière.

Figure 8 : IDE canadiens dans les économies de l'Indo-Pacifique, 2025



Source : Investment Monitor, fDi Markets (consulté en juin 2026)

La Chine (594 M\$ CA) et la Nouvelle-Zélande (425 M\$ CA) figuraient parmi les cinq principales destinations, tandis que le Vietnam et la Malaisie ont également attiré d'importants investissements canadiens, ce qui indique que les investisseurs canadiens se diversifient au-delà de leurs partenaires traditionnels dans la région.

Au niveau des entreprises, trois caisses de retraite canadiennes, ainsi que Brookfield Asset Management et Fairfax Financial, figuraient parmi les plus grands investisseurs canadiens dans la région indo-pacifique en 2025. Investissements RPC, la Caisse de dépôt et placement du Québec et le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ont tous réalisé des investissements importants en Inde, tandis que Brookfield a effectué le plus important investissement canadien dans la région indo-pacifique en 2025 par l'intermédiaire de sa filiale DCI Data Centers, qui construira un centre de données en Corée du Sud (voir l'encadré 2). Pour

Tableau 2 : Les cinq principaux investisseurs canadiens dans l'Indo-Pacifique, 2025

Principaux investisseurs sortants	Économie de destination	Valeur en 2025 (M\$ CA)
Brookfield Asset Management	Australie et Corée du Sud	1963
Caisse de dépôt et placement du Québec	Australie, Inde et Nouvelle-Zélande	1574
L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada	Inde	593
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	Inde	402
Fairfax Financial Holdings Ltd.	Inde et Sri Lanka	389

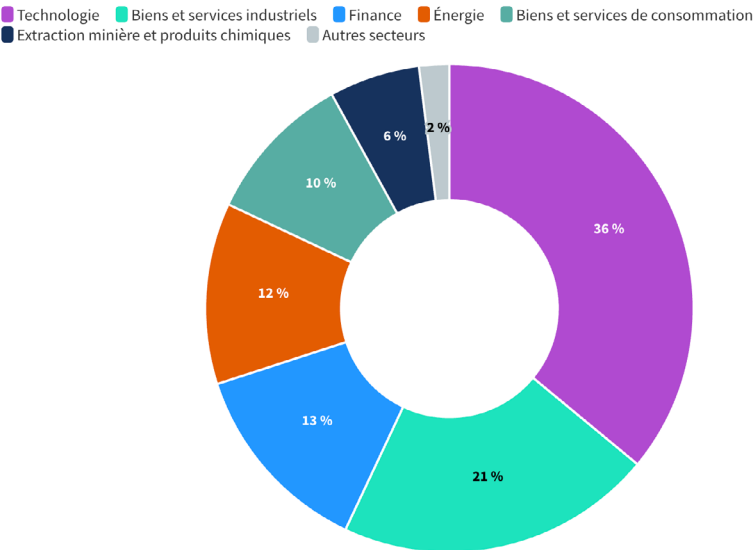
Source : Investment Monitor de la FAP Canada, fDi Markets (consulté en juin 2026)

compléter le classement des cinq plus grands investisseurs, Fairfax Financial Holdings a réalisé des investissements en Inde et au Sri Lanka.

Secteurs d'activité

Les investissements canadiens dans la région se concentrent de plus en plus dans les infrastructures de l'économie numérique, les services transport et de logistique, ainsi que les actifs financiers. **À l'instar des investissements entrants, les investissements du Canada dans la région indo-pacifique ont été surtout concentrés dans une poignée de secteurs d'activité, soit les technologies, les biens et services industriels, ainsi que la finance, qui ont représenté ensemble 70 % (ou environ 6 G\$ CA) des investissements canadiens en 2025 (figure 9).**

Figure 9 : IDE canadiens en Indo-Pacifique par secteur, 2025



Source : Investment Monitor, fDi Markets (consulté en juin 2026)

Le secteur des technologies a attiré 36 % des investissements canadiens dans la région indo-pacifique (plus de 3 G\$ CA), dont plus de 2,7 G\$ CA (environ 90 %) ont été consacrés au secteur des logiciels et des services informatiques. DCI Data Centers, filiale de Brookfield Asset Management, a été le principal investisseur dans la région, consacrant environ 2 G\$ CA à la construction d'un nouveau centre de données à Séoul, en Corée du Sud. Cela témoigne de l'intérêt croissant du Canada pour les infrastructures numériques dans la région indo-pacifique (voir l'encadré Brookfield). Un autre investissement canadien d'envergure dans le secteur des technologies de la région indo-pacifique est venu de Dark Matter Technologies, filiale de la société Constellation Software, établie à Toronto en Ontario, qui a ouvert un nouveau bureau en Inde (évalué à environ 200 M\$ CA) dans le cadre de sa stratégie d'expansion globale.

Le secteur des biens et services industriels de la région indo-pacifique a été le deuxième destinataire en importance des investissements canadiens, représentant 21 % (plus de 1,8 G\$ CA) des investissements du Canada dans cette région. Une grande part de cet investissement, soit 57 % (plus de 1 G\$ CA, est allée au secteur du transport industriel. Les caisses de retraite canadiennes ont stimulé cette croissance en effectuant des acquisitions d'infrastructures routières en Inde.

Parmi les transactions les plus importantes dans le secteur du transport industriel figuraient celles effectuées par Fairfax Financial Holdings, qui a acquis une participation supplémentaire de 10 % dans Bangalore International Airport Limited pour 361 M\$ CA, par le Conseil du régime de retraite des

enseignantes et des enseignants de l'Ontario, qui a accru son investissement dans la fiducie National Highways InfraTrust en Inde à hauteur de 346 M\$ CA, ainsi que par Maple Infrastructure Trust, une filiale de la Caisse, qui a fait l'acquisition d'Ashoka Belgaum Dharwad Tollway Limited, un autre exploitant d'autoroutes en Inde, pour 289 M\$ CA. Les autoroutes et les routes à péage constituent des investissements attrayants pour les caisses de retraite canadiennes depuis plus d'une décennie. L'utilisation répandue des fiducies de placement dans les infrastructures en Inde rend ces actifs particulièrement attrayants, puisque les portefeuilles de fiducies de placement dans les infrastructures se composent principalement de routes à péage déjà opérationnelles et génératrices de revenus, plutôt que de nouveaux projets d'infrastructures, offrant ainsi des rendements stables et à long terme.

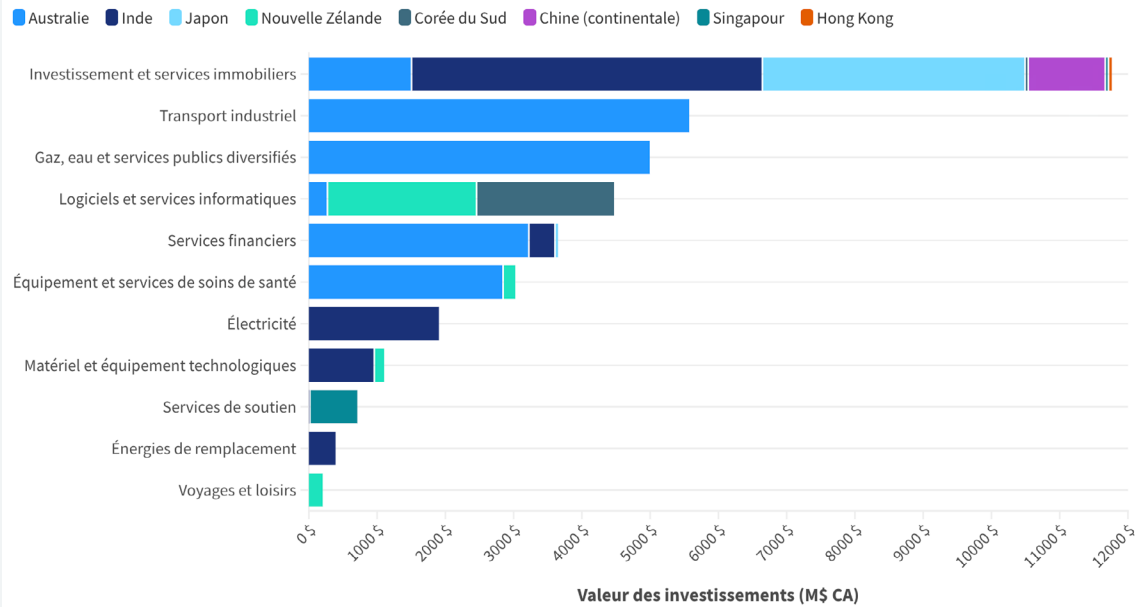
Le secteur financier a attiré 13 % (plus de 1,1 G\$ CA) des investissements canadiens dans la région indo-pacifique en 2025, la majorité étant destinée au secteur immobilier, qui a recueilli environ 647 M\$ CA. Les investissements de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada en Inde, réalisés par l'entremise de sa coentreprise IndoSpace Core, ont représenté la majorité des investissements dans le secteur immobilier (environ 593 M\$ CA). Par l'entremise d'IndoSpace Core, l'OIRPC a fait l'acquisition de six parcs industriels et logistiques en Inde. Cette transaction met en lumière l'attrait du marché indien de l'immobilier industriel et de la logistique auprès des investisseurs institutionnels canadiens, dans un contexte où le secteur manufacturier, le commerce électronique et les chaînes d'approvisionnement du pays connaissent un essor soutenu.

ENCADRÉ 2 : LA PRÉSENCE GRANDISSANTE DE BROOKFIELD DANS L'INDO-PACIFIQUE

Acteur clé de l'investissement canadien dans la région indo-pacifique, Brookfield Asset Management y a injecté environ 38 G\$ CA entre 2009 et 2025, se hissant au premier rang des investisseurs canadiens dans la région en 2025. Selon son rapport annuel 2025, Brookfield figurait parmi les plus grands gestionnaires d'actifs au monde, comptant 1,4 T\$ CA d'actifs sous gestion, dont environ 15 % (205 G\$ CA) investis dans la région indo-pacifique. À l'échelle mondiale, Brookfield détient 725 G\$ CA d'actifs directs, dont environ 12 % (90 G\$ CA) se trouvent dans la région indo-pacifique.¹ Depuis son entrée dans la région indo-pacifique en 2007 grâce à son investissement dans le groupe australien Multiplex, Brookfield a ouvert des bureaux en Australie, en Corée du Sud, en Chine, au Japon, en Inde, à Hong Kong et à Singapour.

Les investissements de Brookfield dans la région indo-pacifique se concentrent principalement dans l'immobilier, les infrastructures et les services publics (figure 10). L'immobilier représente la part la plus importante (31 %) des investissements de Brookfield dans la région indo-pacifique (11,7 G\$ CA), l'Inde recueillant la majorité de ces investissements (5,1 G\$ CA) (figure 10). En 2020, Brookfield a fait l'acquisition d'une participation de 18 % dans le portefeuille immobilier indien du groupe RMZ pour un montant de 3,2 G\$ CA. À l'époque, il s'agissait de la plus importante transaction jamais réalisée dans le secteur immobilier en Inde. Brookfield gère également l'une des plus grandes FPI en Inde, Brookfield India REIT, dont le portefeuille d'actifs s'étend sur sept villes.

Figure 10 : IDE de Brookfield dans l'Indo-Pacifique, selon le secteur et le pays, 2009-2025



Source : Investment Monitor, fDi Markets (consulté en juin 2026)

¹ **Pourquoi les valeurs d'investissement diffèrent-elles entre le rapport de Brookfield et les données de l'Investment Monitor?** L'Investment Monitor assure le suivi des transactions d'investissement transfrontalières annuelles, mais ne prend en compte ni les bénéfices réinvestis, ni la plus-value des actifs, ni les désinvestissements. Les chiffres d'actifs présentés par Brookfield désignent les actifs financiers qu'elle détient directement, tandis que les actifs sous gestion représentent la valeur marchande de l'ensemble des actifs gérés pour le compte d'investisseurs par un gestionnaire de portefeuille ou une société de placement. Par conséquent, ces deux sources mesurent des facettes distinctes de l'activité d'investissement et ne sont pas directement comparables.

Hors de l'Inde, Brookfield est également présente dans le secteur immobilier au Japon et en Australie. En 2024, elle a fait l'acquisition de portefeuilles d'immeubles non résidentiels au Japon pour une valeur combinée de 2,3 G\$ CA. Brookfield a également annoncé son intention d'investir 14 G\$ CA supplémentaires dans l'immobilier japonais au cours des cinq prochaines années, évoquant des prix abordables et des taux d'intérêt bas. Au cours de la même année, Brookfield a acquis une participation de 50 % dans la société australienne Journal Student Living, dont le portefeuille de résidences étudiantes est évalué à environ 2 G\$ CA, venant ainsi s'ajouter à son portefeuille de résidences étudiantes de 11 G\$ CA aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe.

Parallèlement à son portefeuille immobilier, Brookfield a étendu ses activités de centres de données en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Corée du Sud et à Singapour par l'intermédiaire de sa filiale DCI Data Centers. Depuis 2021, Brookfield a investi 2,7 G\$ CA dans l'exploitation de centres de données dans la région indo-pacifique.

En 2025, Brookfield a lancé le Brookfield Artificial Intelligence Infrastructure Fund en partenariat avec Nvidia Corporation et la Kuwait Investment Authority, prévoyant d'investir jusqu'à 140 G\$ CA dans des actifs d'infrastructures liées à l'IA. En outre, en 2025, Brookfield, Hitachi et Hartree Partners Singapore ont signé un protocole d'entente visant à développer des centres de données et des infrastructures d'IA au Japon.

Les gestionnaires d'actifs comme Brookfield et d'autres investisseurs institutionnels, comme les caisses de retraite, occupent une position privilégiée pour soutenir le développement des centres de données et des infrastructures numériques en raison de leurs importants besoins en capitaux. Cependant, des inquiétudes subsistent quant à l'affectation de milliards de dollars à une technologie en évolution rapide qui pourrait être surévaluée, étant donné que les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs privilégient généralement des investissements stables, prévisibles et à long terme.

Tendances infranationales

En ce qui concerne les investissements canadiens à l'étranger à l'échelle infranationale, **les investissements canadiens se sont principalement orientés vers plusieurs États indiens et australiens, bien que la province sud-coréenne de Gyeonggi ait attiré le plus important investissement individuel canadien**. La province de Gyeonggi a bénéficié d'un investissement en installations nouvelles de grande envergure pour développer un centre de données de 40 MW à Seonggok-dong. L'initiative a été menée par DCI Data Centers, une filiale de la société canadienne Brookfield Asset Management, en partenariat avec la firme sud-coréenne Koramco Asset Management, pour une valeur estimée à environ 2 G\$ CA.

Le Maharashtra, le Karnataka et Delhi, en Inde, se classent parmi les 10 principales destinations des IDE canadiens à l'échelle infranationale, chacune de ces collectivités – à

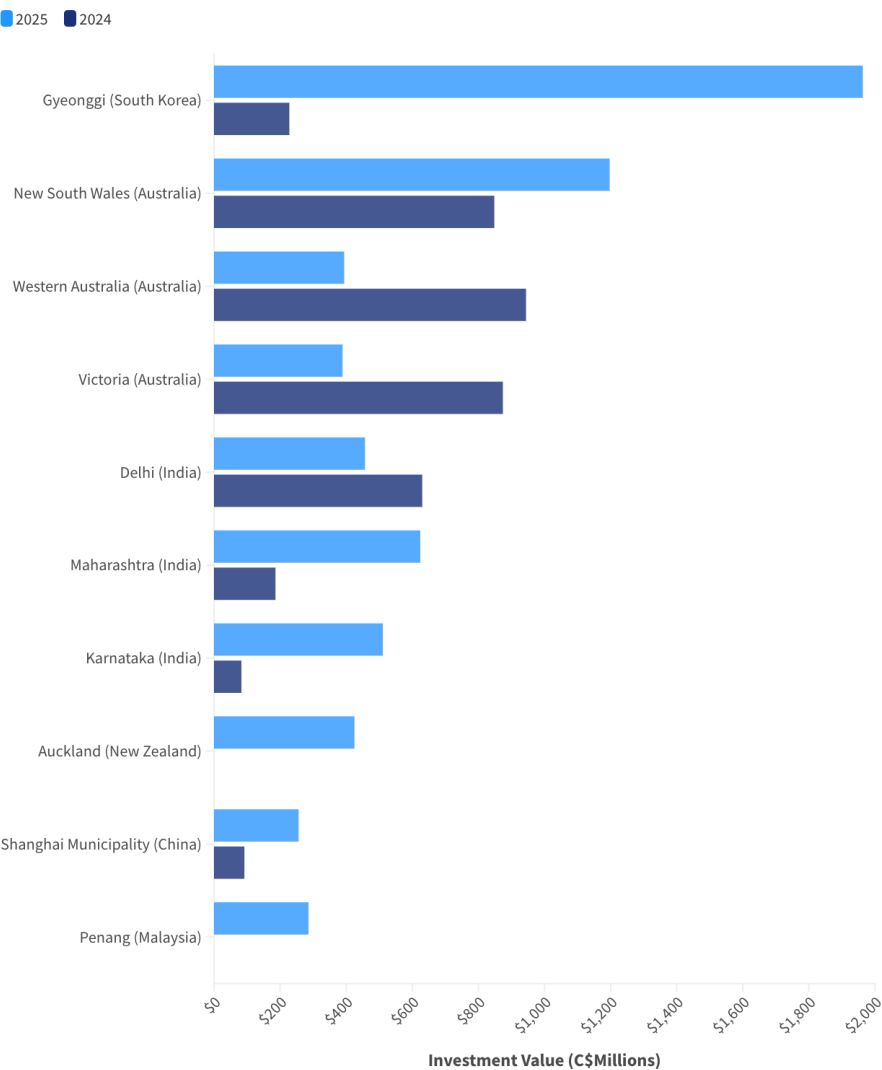
l'exception de Delhi – ayant reçu plus d'investissements en 2025 qu'en 2024 (figure 11). La majeure partie des investissements en Inde a été réalisée par des caisses de retraite canadiennes, qui ont investi dans des autoroutes et de grands projets d'infrastructures. Un investissement d'envergure a notamment été réalisé par l'OIRPC, qui a acquis six parcs industriels et logistiques en Inde – situés à Bangalore, Chennai, Delhi, Mumbai et Pune – par l'intermédiaire de sa coentreprise IndoSpace Core.

Les États australiens de la Nouvelle-Galles du Sud, de Victoria et de l'Australie-Occidentale se classent également parmi les 10 premières destinations (figure 11). Bien que les investissements canadiens en Nouvelle-Galles du Sud aient augmenté en 2025 par rapport à l'année précédente, ils ont fléchi dans l'État de Victoria et en Australie-Occidentale au cours de la même période. La Nouvelle-Galles du Sud a bénéficié de plus de 1 G\$ CA d'investissements de la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui a fait l'acquisition de la société australienne

Edify, spécialisée dans les énergies renouvelables et le stockage d'énergie par batterie. De son côté, l'État de Victoria a tiré parti de deux transactions d'envergure : la première menée par Dollarama, qui a acquis la chaîne The Reject Shop, et la seconde dans le secteur minier, où Mawson Gold a fait l'acquisition de Southern Cross Gold pour un montant d'environ 150 M\$ CA. Évaluée à environ 230 M\$ CA, la transaction de Dollarama permettra au détaillant à rabais canadien de poursuivre son expansion sur le marché australien. L'Australie-Occidentale a également bénéficié d'une autre transaction d'envergure dans le secteur minier, soit l'acquisition de New World Resources par la société canadienne Kinterra pour un montant d'environ 220 M\$ CA.

Les investissements du Canada dans les économies de l'ANASE ont également connu une forte hausse en 2025, étant multipliés par près de six pour passer de 181 M\$ CA en 2024 à un peu plus de 1 G\$ CA en 2025. Cette hausse est principalement portée par plusieurs investissements en installations nouvelles de moyenne envergure, notamment celui de 286 M\$ CA réalisé par Bittele Electronics dans une nouvelle usine d'assemblage de CCI et de fabrication d'équipement électronique à Seberang Perai, en Malaisie, ainsi que la nouvelle usine de Checkpoint Systems à Tan Uyen, au Vietnam, d'une valeur de 157 M\$ CA. Les investissements en installations nouvelles ont représenté plus de 90 % des

Figure 11: Canadian Investment Flows into Top 10 Indo-Pacific Subnational Destinations in 2025 Compared to 2024



Source: APF Canada Investment Monitor, fDi Markets (accessed June 2026)

flux d'investissements canadiens vers l'ANASE en 2025. Cela témoigne de la confiance soutenue du Canada à l'égard de l'ouverture de nouvelles installations dans la région afin de diversifier les chaînes d'approvisionnement locales et, dans certains cas, d'éviter les tarifs douaniers américains.

TENDANCES DES IDE À SURVEILLER EN 2026

Selon le rapport Perspectives du commerce et du développement à l'horizon 2026 de la CNUCED, les perspectives mondiales des IDE pour 2026 demeurent très incertaines. L'incertitude économique persistante continue d'éroder la confiance des investisseurs et risque de freiner les acquisitions transfrontalières ainsi que les investissements de création d'établissements entièrement nouveaux. Cette incertitude découle notamment de la concurrence économique prolongée entre les États-Unis et la Chine, du protectionnisme commercial américain — qui a contribué à une hausse généralisée des droits de douane — et d'une instabilité géopolitique plus large liée à l'escalade des conflits militaires, y compris la guerre en Iran. Ces pressions ont provoqué des chocs de prix, perturbé les chaînes d'approvisionnement, accentué les pressions inflationnistes et nuï à l'activité manufacturière dans le monde.

La rivalité sino-américaine continue de miner la confiance des investisseurs à l'égard de la Chine et contribue à la fragmentation des marchés mondiaux. Dans ce contexte, un nombre croissant d'investisseurs canadiens pourrait chercher à diversifier ses activités au-delà de la Chine, ce qui favoriserait les investissements dans d'autres économies de l'Indo-Pacifique et l'accès à des chaînes d'approvisionnement régionales plus diversifiées. Les IDE chinois au Canada pourraient quant à eux demeurer faibles, en raison du resserrement du régime canadien

d'examen des investissements étrangers et de récentes décisions de désinvestissement très médiatisées. Parmi celles-ci figure l'ordonnance du gouvernement fédéral exigeant que Hikvision Canada mette fin à ses activités au Canada.

Le protectionnisme américain et la multiplication des droits de douane renforcent l'intérêt du Canada à diversifier ses partenaires commerciaux et d'investissement, notamment dans l'Indo-Pacifique. À l'automne 2025, la tournéé indo-pacifique du premier ministre canadien Mark Carney visait à renforcer les relations bilatérales avec la Malaisie, Singapour et la Corée du Sud. Sa tournéé diplomatique de l'hiver 2026 a ensuite porté sur la Chine, l'Inde, l'Australie et le Japon, dans le but de resserrer les liens commerciaux et d'investissement avec ces pays. Ces visites, combinées aux missions commerciales des gouvernements fédéral et provinciaux, pourraient favoriser une hausse des flux d'investissement bilatéraux entre le Canada et ces administrations.

Le conflit au Moyen-Orient, alimenté par l'affrontement entre les États-Unis et l'Iran, a eu des répercussions négatives sur les marchés mondiaux des produits de base. Le secteur de l'énergie a été particulièrement perturbé par le blocus du détroit d'Ormuz, un corridor stratégique pour les exportations pétrolières de la région. Cette crise continuera vraisemblablement d'avoir des effets

disproportionnés sur les économies de l'Indo-Pacifique, dont plusieurs dépendent fortement des importations de pétrole en provenance du Moyen-Orient. Elle pourrait toutefois créer des débouchés pour les producteurs canadiens de ressources naturelles sur de nouveaux marchés et stimuler les investissements dans les projets canadiens de ressources naturelles, particulièrement dans le secteur de l'énergie.

En réponse aux pressions géopolitiques décrites ci-dessus, les gouvernements cherchent partout dans le monde à attirer les IDE, tout en protégeant et en soutenant les secteurs sensibles. Pour sa part, le Canada a mis en place plusieurs initiatives visant à attirer les investisseurs étrangers et à appuyer la croissance de l'industrie et des infrastructures nationales. Le budget fédéral de 2025 a élargi les incitatifs fiscaux à l'investissement intérieur, notamment par l'ajout de nouveaux crédits d'impôt à la recherche et au développement, et a créé le Bureau des grands projets afin d'accélérer la réalisation de projets de grande envergure. Le gouvernement fédéral a également adopté la *Loi visant à bâtir une économie canadienne* afin d'accélérer le développement de « projets d'intérêt national », dont plusieurs projets liés aux minéraux critiques. Il a aussi prolongé jusqu'en 2027 le crédit d'impôt pour l'exploration minière afin d'encourager les investissements dans les sociétés minières juniors et les entreprises d'exploration. Ces initiatives pourraient attirer davantage d'investissements étrangers dans les infrastructures et les secteurs des ressources naturelles du Canada — particulièrement dans l'énergie et les minéraux critiques — ainsi que dans les industries canadiennes à forte intensité de recherche.

Malgré une tendance générale vers une plus grande ouverture aux investissements étrangers, le gouvernement du Canada a publié une Liste des technologies sensibles. Celle-ci désigne les technologies qui feront l'objet d'un examen renforcé au regard de la sécurité nationale. as actualisé son cadre d'examen des investissements et publié une Liste des technologies sensibles. Celle-ci désigne les technologies qui feront l'objet d'un examen renforcé au regard de la sécurité nationale. L'Ontario a également adopté sa propre politique visant à restreindre les IDE, la Loi de 2025 pour protéger l'Ontario en libérant

son économie. Cette loi vise notamment à conférer au gouvernement de nouveaux pouvoirs lui permettant d'examiner les investissements étrangers. Ces mécanismes de contrôle plus rigoureux pourraient, en contrepartie, décourager les IDE dans le secteur technologique. Certaines entreprises pourraient chercher à éviter un examen gouvernemental plus approfondi, qui accroît l'incertitude quant à l'aboutissement des transactions.

Dans l'ensemble, la région indo-pacifique s'ouvre elle aussi davantage aux investissements étrangers. En Océanie, la **Nouvelle-Zélande** a adopté une série de politiques pour attirer les IDE, notamment en accélérant l'examen des investissements à faible risque, en créant une agence de promotion des IDE, et en assouplissant son programme de visa doré. L'**approche de l'Australie** à l'égard des IDE ressemble à celle du Canada : elle combine des politiques qui restreignent les investissements étrangers dans certains secteurs et des mesures qui les encouragent dans d'autres. À l'instar de la Nouvelle-Zélande, l'Australie a accéléré le processus d'examen des IDE à faible risque. Le gouvernement australien a également instauré des incitatifs fiscaux pour les investissements dans la production d'hydrogène et de minéraux critiques, mesures dont pourraient bénéficier les investisseurs étrangers. Parallèlement, l'Australie a resserré l'examen des investissements dans les secteurs sensibles et limité les investissements étrangers dans les logements existants.

La Chine et l'Inde, les deux principales économies de la région, ont toutes deux adopté en 2025 une série de mesures de libéralisation de l'investissement. La Chine a notamment assoupli certaines restrictions relatives à la propriété étrangère, y compris à Beijing, et mis en œuvre des incitatifs pour attirer les IDE, notamment à Shenzhen. L'Inde a également adopté des mesures de libéralisation des IDE, notamment en ouvrant davantage son secteur de l'assurance à la propriété étrangère. Ces mesures pourraient attirer davantage d'IDE canadiens dans les deux économies.

La Corée du Sud et le Japon ont, eux aussi, instauré de nouveaux incitatifs fiscaux afin d'attirer les investissements étrangers. Le Japon a annoncé des incitatifs fiscaux de vaste portée, tandis que la

Corée du Sud a privilégié des mesures plus ciblées, notamment une hausse des crédits d'impôt destinés aux entreprises du secteur des semi-conducteurs. Bien que ces incitatifs puissent attirer les investisseurs étrangers, les deux pays ont également resserré leur régime d'examen des IDE. La Corée du Sud s'est concentrée sur les restrictions touchant les technologies nationales de base, tandis que le Japon a annoncé un resserrement plus général de l'examen des IDE entrants.

Les économies de l'ANASE adoptent des approches différentes pour attirer les IDE, même si la plupart ont mis en œuvre des mesures visant à ouvrir leurs marchés aux investisseurs étrangers. La Malaisie et Singapour ont, par exemple, instauré des politiques visant à faciliter l'arrivée d'investisseurs et de travailleurs étrangers et de travailleurs dans le cadre d'efforts plus vastes pour attirer les investissements étrangers. La Malaisie a bénéficié d'une hausse des approbations d'IDE, alimentée par de grands projets nationaux et par la vigueur de sa monnaie. Compte tenu de ces facteurs, les investissements canadiens à Singapour et en Malaisie devraient vraisemblablement augmenter. L'attraction des investissements constitue aussi une priorité stratégique aux Philippines, où le gouvernement a prolongé la durée maximale des baux fonciers de 75 à 99 ans. L'Indonésie, la Thaïlande et le Vietnam ont plutôt adopté un ensemble hétérogène de mesures favorisant et limitant à la fois les IDE. L'Indonésie, a simplifié les procédures d'octroi de permis aux investisseurs étrangers tout en restreignant l'accès de certaines entreprises de ressources naturelles à leurs recettes en devises étrangères. Cette politique, conjuguée à une perception de plus en plus défavorable du climat des affaires locale chez les investisseurs étrangers, pourrait contribuer à une baisse des investissements canadiens en Indonésie.

Au cours de la prochaine année, les investissements bilatéraux entre le Canada et l'Indo-Pacifique continueront d'être influencés par l'incertitude mondiale qui a ébranlé la confiance des investisseurs en 2025 et entraîné un recul général des IDE. Malgré cette incertitude, les

investissements devraient augmenter, surtout dans les secteurs stratégiques, en raison des efforts des investisseurs des deux côtés du Pacifique pour réduire leur dépendance envers les États-Unis, diversifier leurs chaînes d'approvisionnement et établir de nouveaux partenariats. Comme le montrent les données de 2025, les entreprises canadiennes ont déjà commencé à accroître leurs investissements dans la construction de nouvelles installations de fabrication dans la région. Grâce à la création du Bureau des grands projets au Canada et à l'élargissement des crédits d'impôt liés aux minéraux critiques, les investisseurs de l'Indo-Pacifique pourraient intensifier leurs investissements dans le secteur minier canadien. Ces projets peuvent désormais être accélérés dans le cadre de l'Accélérateur canadien pour les minéraux critiques, lancé en juillet 2026.

En ce qui concerne les partenariats régionaux, les visites du premier ministre Mark Carney en Australie, en Chine, en Inde, au Japon, en Malaisie, à Singapour et en Corée du Sud devraient vraisemblablement porter leurs fruits au cours de la prochaine année et contribuer à une hausse des IDE bilatéraux. Cette tendance pourrait être renforcée par les efforts accrus du Canada pour attirer les IDE mondiaux et obtenir des investissements provenant d'économies ciblées. Malgré une approche plus prudente à l'égard de la Chine, le déploiement prévu de la vente de véhicules électriques chinois au Canada devrait probablement entraîner une hausse des IDE de création d'établissements entièrement nouveaux, notamment par l'ouverture de centres de vente pour ces véhicules. En plus de la progression attendue des investissements entre le Canada et la Chine, les investissements entre le Canada et l'Inde devraient également augmenter en 2026. Cette hausse pourrait découler de, la normalisation des relations canado-indiennes, du regain d'intérêt envers la conclusion d'un accord bilatéral de libre-échange, des échanges gouvernementaux au niveau ministériel et de la visite prévue du premier ministre indien Narendra Modi au Canada en décembre 2026.

À propos de la FAP Canada

La Fondation Asie Pacifique du Canada est la seule institution nationale canadienne d'intérêt public exclusivement consacrée à l'engagement entre le Canada et l'Asie. Notre vision est celle d'un Canada prospère et sûr, qui façonne son avenir grâce à un engagement à fort impact avec l'Asie. Notre mission est de permettre aux Canadiennes et aux Canadiens de comprendre l'Asie, d'y tisser des liens et d'y réussir.

La FAP Canada œuvre à renforcer les liens entre le Canada et l'Asie par ses activités de recherche, d'éducation et de rassemblement. Celles-ci comprennent notamment la série de conférences Canada-en-Asie, les missions commerciales exclusivement féminines en Asie et le projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises, qui favorise une croissance inclusive et durable ainsi que la réduction de la pauvreté. La FAP Canada collabore également avec des intervenants des milieux des affaires, gouvernemental et universitaire afin d'offrir aux organisations et aux étudiantes et étudiants canadiens une formation sur les compétences liées à l'Asie.

Nos travaux de recherche fournissent aux Canadiennes et aux Canadiens, ainsi qu'aux intervenants de l'ensemble de la région Asie-Pacifique, des renseignements, des analyses et des perspectives de grande qualité, pertinents et opportuns sur les relations entre le Canada et l'Asie. Nos publications comprennent notamment les articles Perspectives, les dépêches, les rapports et notes de synthèse, les réflexions stratégiques, les études de cas et les articles explicatifs, ainsi que l'infolettre hebdomadaire Observatoire Asie, qui suit l'actualité asiatique la plus pertinente pour le Canada.

[Visitez notre site Internet ►](#)

Remerciements

La Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada) tient à souligner la contribution des membres de son équipe de recherche ayant participé à la réalisation du présent rapport : la Dre Anastasia Ufimtseva, gestionnaire principale de programmes, Commerce international et investissement; Rachael Gurney, spécialiste principale de projets, Commerce international et investissement; Justin Wong, chercheur, Commerce international et investissement; Jeff Nankivell, président et chef de la direction; Erin Williams, directrice des programmes et vice-présidente à la recherche par intérim; ainsi que Charles Labrecque, directeur de la recherche.

La Fondation remercie également l'équipe des communications de la FAP Canada pour son soutien, notamment Michael Roberts, directeur des communications; Chloe Fenemore, conceptrice graphique principale; Ted Fraser, rédacteur principal; et Sara Tahiri, traductrice francophone.

.....

